



Le Gabon, premier pays d'Afrique à recevoir des paiements pour la préservation de sa forêt

Le pays, dont la forêt couvre près de 90% de son territoire, reçoit un appui financier majeur de la Norvège dans un partenariat avec CAFI pour continuer à lutter contre le changement climatique en préservant ses ressources naturelles.

New York, le 22 septembre : L'accord de 150 millions de dollars annoncé aujourd'hui entre le Gabon et la Norvège dans le cadre de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) est historique à bien des égards. Pour la première fois, les efforts d'un pays d'Afrique sont valorisés dans un contrat de dix ans pour la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre due à la déforestation et à la dégradation, et pour l'absorption du dioxyde de carbone par ses forêts naturelles. L'accord inclut un signal de prix important en fixant le prix plancher du carbone à 10 dollars la tonne lorsque les résultats sont certifiés¹ et à 5 dollars pour le cas contraire.

Le Gabon a préservé la majorité de sa forêt vierge protégée depuis le début des années 2000 en créant 13 parcs nationaux, dont l'un est classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le pays a considérablement progressé dans la gestion durable de ses ressources en bois hors des parcs. En conséquence, alors qu'il ne possède que 12 pour-cent des forêts du bassin du Congo, le Gabon héberge près de 60 pour-cent des éléphants de forêt qui subsistent en Afrique – un indicateur clé de la bonne gestion des ressources naturelles.

Cette annonce a été faite alors que les dirigeants du monde sont réunis à New York pour le Sommet Action Climat 2019 à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies, pour présenter des plans réalistes visant à renforcer leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) d'ici 2020, afin de parvenir à zéro émission nette de gaz à effet de serre au milieu du siècle. Dans son nouveau CDN, le Gabon entend réduire ses émissions de plus de 50 pour-cent par rapport à 2005, notamment en réduisant de moitié les émissions du secteur forestier.

« Je suis très heureux de ce partenariat axé sur les résultats entre le Gabon et CAFI, c'est une avancée majeure pour la REDD+ en Afrique, » a déclaré Ola Elvestuen, Ministre norvégien du Climat et de l'Environnement.

« L'accord prend correctement en compte le statut particulier du Gabon en tant que pays à forte couverture forestière et à faible taux de déforestation. Le pays est recouvert à 88 pour-cent de forêts et j'espère que notre partenariat pourra les aider à atteindre leur objectif de maintenir 98 pour-cent (de ce couvert forestier) à l'avenir, » a-t-il souligné.

¹Le Gabon entreprendra une certification ART (Architecture pour les transactions REDD+) pour les réductions et absorptions d'émissions, incluant les dispositions TREES sur la déclaration et la double comptabilisation des garanties, ainsi qu'une vérification ART par une tierce partie.

L'accord valorisera à la fois les performances passées – résultats vérifiés depuis 2016 par rapport à la précédente décennie (2005-2014) – et les résultats futurs, en procédant à des paiements jusqu'en 2025.

« Nous devons augmenter la valeur des forêts tropicales gabonaises, afin de garantir que la conservation et l'exploitation durable puissent être utilisées comme outils pour améliorer le niveau de vie de la population gabonaise en créant des emplois et des moyens de subsistance, tout en préservant nos trésors naturels et nos écosystèmes riches en biodiversité, » a commenté le Professeur Lee White, Ministre gabonais de la Forêt, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat.

Il a ajouté : « Le consentement de la Norvège à doubler le prix de la tonne de dioxyde de carbone des forêts tropicales dans cet accord est très important et nous permet d'espérer que la communauté internationale s'acheminera vers un prix réaliste, qui incitera véritablement les pays forestiers à suivre notre exemple. »

Avec le Gabon, les dirigeants de la région se sont mobilisés pour mettre en avant, lors du Sommet, le rôle des forêts tropicales d'Afrique centrale dans la lutte contre le changement climatique.

Appelée « deuxième poumon » de la Terre, la forêt tropicale de la région couvre un territoire aussi vaste que l'Europe occidentale et, avec les tourbières qu'elles abritent, stockent jusqu'à 70 milliards de tonnes de carbone, ce qui équivaut à 5 à 10 années d'émissions mondiales de gaz à effet de serre.

L'accord a été conclu en partenariat avec CAFI, qui soutient les cadres d'investissement nationaux stratégiques et holistiques basés sur REDD+ et le développement sobre en émissions, en se concentrant sur six pays à forte couverture forestière en Afrique centrale.

CAFI est géré le Bureau des Fonds Fiduciaires Multi-Partenaires des Nations Unies où des programmes et agences des Nations Unies, la Banque mondiale et les agences de coopération bilatérales agissent comme des organismes de mise en œuvre pour soutenir les pays partenaires. Le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) est l'hôte du Secrétariat de CAFI à Genève.

Pour plus d'information

Sarah Bel, Spécialiste Communications, Programme des Nations Unies pour le développement, Genève (Suisse), sarah.bel@undp.org, tél. +41 79 934 1117

Internet: www.cafi.org

Follow us on Twitter @CAFISecretariat